

1	INTRODUCTION.....	5
2	LES ACTIVITÉS D'EDUCATION AU DÉVELOPEMENT ET DE PLAIDOYER.....	7
2.1	Concertation avec les décideurs européens.....	8
	Séminaire international à Lublin.....	8
	Participation aux rendez-vous nationaux, européens et internationaux.....	9
2.2	Concertation avec les organisations de la société civile des pays en développement et des nouveaux États membres.....	10
	Afrique et Brésil.....	10
	Pologne.....	10
	Réseau européen des plates-formes pour la souveraineté alimentaire.....	10
2.3	Formation et mobilisation des relais d'opinion ciblés.....	11
	Réseau militant.....	11
	Médias.....	11
	Des outils à disposition des pôles et relais.....	11
2.4	Mobilisation de l'opinion publique européenne.....	13
	Les activités du réseau ALIMENTERRE en 2007.....	13
2.5	Bilan général.....	16
	Mobilisation des relais d'opinion.....	16
	Mobilisation de l'opinion publique.....	16
2.6	Evaluation de la campagne ALIMENTERRE.....	17
3	COOPÉRATIONS INTERNATIONALES.....	18
3.1	L'appui aux initiatives des membres.....	19
	Thématiques agriculture/alimentation et économie sociale et solidaire.....	19
3.2	Montage d'actions mobilisatrices.....	24
	Thématiques agriculture/alimentation et économie sociale et solidaire.....	24
	Thématique société civile et participation.....	24
3.3	Autres activités.....	26
4	SERVICES COMMUNS.....	27
4.1	Vie associative.....	27
4.2	Administration et finances.....	27
4.3	Marketing direct.....	28
4.4	AGREMENT DU COMITE DE LA CHARTE.....	29
4.5	Actions et outils de communication.....	29
	Information vers les organisations membres.....	29

Information vers les donateurs et sympathisants	29
5 PERSPECTIVES	35
5.1 Perspectives pour l'année 2008.....	35
Education au développement et campagne ALIMENTERRE.....	35
Les programmes thématiques.....	35
L'axe transversal « société civile et participation » (SCP)	35
Les autres activités	35
5.2 Les années ultérieures.....	36
Education au développement et campagne ALIMENTERRE.....	36
Les programmes thématiques.....	36
L'axe transversal « société civile et participation » SCP.....	36

1 INTRODUCTION

Pour le CFSI, qui s'affiche « durablement contre la faim », le fait majeur à retenir de l'année 2007 est évident. C'est le début de la crise alimentaire qui s'est très sévèrement développée en 2008, au point de provoquer les manifestations de la faim dans de nombreux pays pauvres ou intermédiaires.

En préalable à cette crise, la Banque mondiale avait fait, dès le début de cette année 2007, un aveu étonnant. Elle reconnaissait son erreur d'avoir sous-estimé l'importance du développement des agricultures locales. Ce désinvestissement de l'agriculture avait été dénoncé sans faille par bien des campagnes d'opinion non gouvernementales depuis trois décennies, comme était pointé, en corollaire, l'autre erreur consistant à privilégier l'alimentation des pays en développement à partir de surplus importés. Le rapport de la Banque mondiale, sorti à l'automne, clôt ces trois décennies malheureuses. Les organisations paysannes et les ONG devront toutefois maintenir la pression pour que, à l'avenir, les recommandations de la Banque mondiale aillent de façon plus déterminée vers les « petits paysans » qui font l'agriculture familiale.

Le 16 octobre 2007, lors de la Journée mondiale de l'alimentation, le CFSI organisait à Paris un débat intitulé « hausse des prix : quelles conséquences au nord et au sud ? ». A cette occasion, certains ont fait le parallèle entre le choc pétrolier des années 70 et ce choc alimentaire. Tout en considérant que les marchés agricoles seront toujours marqués par une forte volatilité, les nombreux intervenants de ce débat convenaient qu'on allait vers une hausse durable. Ce nouveau contexte pourrait être transformé en une véritable chance pour les paysannes du sud de vivre enfin décemment de leur travail, sans pour autant affamer les villes.

La campagne **ALIMENTERRE**, comme les multiples actions de terrain soutenues auprès des organisations membres du CFSI, vont dans le sens de la promotion des agricultures familiales et de l'accès à l'alimentation locale. Collectivement, nous avons raison avant que la Banque mondiale s'amende et avant la crise alimentaire. Notre responsabilité devrait nous conduire, pour ces prochaines années, à renforcer notre pratique collective pour parler plus fort et agir plus large. Le renouvellement en 2009 de la campagne **ALIMENTERRE** et la relance de l'idée d'un fonds de soutien à des projets agricoles et alimentaires peuvent être des outils collectifs pertinents.

Comme plate-forme réunissant des acteurs de taille et de nature très diversifiée, le CFSI est astreint à rechercher, négocier et produire le sens de son action en lien étroit avec ses organisations membres. Il doit se positionner à distance raisonnable de deux pôles contradictoires. Le premier pôle serait réduit à la fonction de guichet répartiteur des ressources collectées auprès du public. Le second pôle serait la tentation de concevoir et mettre en œuvre ses propres programmes, sans réels engagement ni implication de ses organisations membres.

Au fil des années, de débats d'assemblée générale ou de rencontres plus bilatérales, le secrétariat du CFSI a affiné les modalités d'action de cette plate-forme. Pour résumer, nous assumons une fonction de mise en œuvre de programmes communs impliquant des acteurs multiples. Ceci suppose un partage de valeurs, de stratégie et une démarche coopérative (nord/nord et nord/sud).

La campagne **ALIMENTERRE** relève de cette stratégie. Même si, lors des dernières années, elle a vu certains membres s'en éloigner, il semble que les conditions soient remplies pour lui faire jouer son rôle coopératif et mobilisateur. Le travail accompli avec ESSOR et le GRET pour préparer une demande de soutien à l'AFD (Fisong) s'appuie sur les mêmes ressorts. La mise en place de deux Programmes concertés pluri acteurs (PCPA Algérie et Congo) constitue une nouvelle avancée, significative dans cette démarche, malgré le nombre réduit d'organisations membres impliquées, mais tenant compte de leur engagement stratégique (comme c'est le cas pour CUF en Algérie).

L'équipe a passé deux journées de formation, au début de l'année 2008, pour prendre du recul et mieux formaliser le métier correspondant à l'approche Programme commun / acteurs multiples. Il sera nécessaire de mieux s'expliquer avec nos membres sur les contraintes et potentialités de cette démarche. Un temps d'échange devrait être programmé en 2008. Il constituera peut-être une occasion bien utile pour clarifier les rôles respectifs du CFSI, de ses membres et de partenaires tiers. Il suscitera peut-être aussi de nouvelles idées pour transformer certaines des collaborations existantes en coopérations. C'est en tout cas dans ce sens que l'équipe se propose d'agir.

Le budget 2007 montre une hausse de 17 % par rapport à l'exercice précédent et un résultat positif. Cette hausse a été rendue possible par une confiance accrue des donateurs et de partenaires privés d'une part, et des pouvoirs publics de l'autre. Le projet de budget pour l'année 2008 est lui aussi en augmentation.

Pour autant, le CFSI ne cherche pas la croissance pour la croissance. D'une part celle-ci est raisonnable. Etablie sur une base assez certaine et sans grand risque financier, elle se fait au profit de ses missions sociales en priorité. Le champ d'intervention a été réduit depuis quelques années à deux thématiques (l'agriculture et l'alimentation, l'économie sociale et solidaire) et un axe transversal (société civile et participation), d'autres thèmes importants, tels que l'accès à l'eau, à l'énergie et aux services ayant été mis de côté. D'autre part, cette croissance est justifiée par le développement de l'approche précisée plus haut de programmes communs/ acteurs multiples, qui conduit à la mise en place de budgets significatifs pour chacun de ces programmes. Leur addition fait croissance, mais leur construction permet aussi de mieux assurer le financement de l'équipe réduite du secrétariat du CFSI et d'en consolider le « métier » spécifique.

Jean-Louis Vielajus
Juin 2008

2 LES ACTIVITÉS D'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT ET DE PLAIDOYER

En 2007, le CFSI a continué à assumer son rôle de chef de file de la Commission agriculture et alimentation (C2A) de Coordination Sud. Son implication dans le RAADIS (Réseau pour une alimentation et une agriculture durables et solidaires) n'a pas été aussi importante que prévue dans la mesure où ce collectif n'a pas su mettre en oeuvre une nouvelle dynamique suite à l'évaluation.

En matière d'éducation au développement et de mobilisation de l'opinion publique tout comme dans le domaine du plaidoyer, **ALIMENTERRE** a été au cœur des activités du CFSI. 2007 a été marquée par l'approfondissement de la thématique des APE à travers l'exemple du lait. Prenant en compte les résultats et conclusions des activités menées en 2006, la thématique « Lait : ne tarissons pas la source africaine ! » s'est concentrée sur deux demandes visant à développer une agriculture durable en Afrique : le droit à la protection des marchés et l'augmentation de l'aide publique au développement destiné à l'agriculture. Les activités ont été menées autour de 4 axes :

- concertation avec les décideurs européens ;
- concertation avec les organisations de la société civile des pays en développement et des nouveaux États membres ;
- formation et mobilisation des relais d'opinion ciblés dans les trois pays de l'action ;
- mobilisation de l'opinion publique européenne.

Certaines des activités ont été menées dans le cadre du collectif européen **ALIMENTERRE** qui réunit depuis 2006 le CFSI, SOS Faim Belgique et SOS Faim Luxembourg. Contrairement à 2006 où une campagne commune avait été menée (« Lait : l'Europe est vache avec l'Afrique »), la dimension européenne a été moins importante qu'en 2006. Elle s'est concentrée sur la réalisation d'un séminaire européen.

L'année 2007 a été également une année d'évaluation de la campagne **ALIMENTERRE**. Cette évaluation a noté les points forts de la campagne et les besoins d'évolutions stratégiques qui concernent la nécessité de rassembler davantage les membres du CFSI autour d'une future campagne **ALIMENTERRE** 2009-2011.

Pour finir, en 2007, le CFSI a reçu le grand prix du Haut Conseil à la Coopération Internationale concernant la qualité de l'information du public pour la campagne **ALIMENTERRE** et notamment l'exposition « **ALIMENTERRE**, des paysans contre la faim ».

2.1 Concertation avec les décideurs européens

Séminaire international à Lublin

Ce séminaire, qui s'est déroulé du 8 au 15 septembre 2007, est le deuxième d'une série de trois organisés chaque année entre 2006 et 2008. Le premier séminaire s'était déroulé au Cameroun, en partenariat avec l'ACDIC (Association Citoyenne de Défense des Intérêts collectifs)

Objectif

L'objectif majeur du premier séminaire international du Collectif européen ALIMENTERRE était l'échange, en vue, à terme, de favoriser les alliances et les actions conjointes entre acteurs des sociétés civiles d'Europe de l'Ouest, de Pologne et d'Afrique en faveur de l'agriculture familiale et du droit à l'alimentation. Près de 40 personnes d'origine camerounaise, sénégalaise, nigérienne, polonaise, française, belge, luxembourgeoise etc. avaient été invitées, pour permettre une communication et de réels débats. Ils représentaient des organisations paysannes, des ONG, des décideurs politiques, dont M. Ardanowski, vice-ministre polonais de l'agriculture. Pour les 6 participants polonais, il s'agissait d'une découverte du continent africain.

Le deuxième séminaire « Pour une agriculture familiale et une alimentation durables dans le Monde », à Lublin (Pologne) avait pour but d'approfondir les discussions et de dégager des points de convergence entre participants, qui pour beaucoup, avaient participé au précédent séminaire ou représentaient une organisation présente en 2006. En outre, après avoir eu un aperçu des réalités de l'agriculture familiale camerounaise en 2006, les participants ont pu découvrir celles de l'agriculture familiale polonaise.

Déroulement des activités :

Le séminaire était articulé autour de 2 thèmes centraux :

- L'agriculture familiale face au libre échange (PAC, APE...) ; ce thème a été abordé à partir des exemples de l'élargissement de l'Union européenne à la Pologne et des négociations des Accords de Partenariat Economique entre l'Union européenne et les Pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique). Les questions suivantes ont été traitées : quelles sont les conséquences sur l'agriculture familiale de l'intégration de la Pologne dans l'Union européenne ? Quel sera l'impact prévisible des négociations en cours d'Accords de Partenariat Economique visant à créer des zones de libre-échange entre l'Union européenne et les Pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), sur les agricultures familiales des pays ACP ? De quelles aides l'agriculture familiale a-t-elle ou va-t-elle bénéficier ? Les pays ACP vont-ils recevoir des soutiens équivalents à ceux des nouveaux états membres de l'Union européenne ? Les défenseurs de l'agriculture familiale en Afrique, en Pologne et en Europe de l'Ouest se retrouvent-ils derrière le principe de souveraineté alimentaire ?
- Consommer responsable pour une agriculture durable. Ce thème était structuré autour des questions suivantes : Quel est l'impact des pratiques de la grande distribution et des industries agroalimentaires sur l'agriculture familiale en Europe, en Afrique et au Brésil ? Quelles actions sont menées par les organisations de la société civile en Pologne, en Europe de l'Ouest, en Afrique et au Brésil pour défendre l'agriculture familiale, réguler les pratiques des entreprises et encourager une consommation responsable ?

Chaque thème était traité dans le cadre de visites de terrain suivies d'une journée de conférence-débat.

Etat des lieux des discussions :

Les débats ont permis de rédiger la « déclaration de Lublin pour une agriculture et une alimentation durable dans le monde » qui a été validée par la quasi-totalité des participants.

La déclaration, dont le texte intégral figure sur le site du CFSI, constate que la défense d'une agriculture paysanne et durable respectueuse de l'environnement, du droit des paysans à vivre dignement de leur travail et du droit des consommateurs à une alimentation saine et suffisante constitue un enjeu majeur pour l'avenir des 6 milliards d'êtres humains qui peuplent la planète. Or les pressions en faveur d'une libéralisation toujours plus grande de l'économie mondiale menacent cette agriculture à taille humaine. Elle exprime en particulier les préoccupations des participants concernant les pressions exercées par l'Union européenne sur les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) afin qu'ils signent des Accords de Partenariat Economique et demande le report de l'échéance de la signature des APE fixée au 31 décembre 2007. Ce report devait permettre aux différentes sous-régions ACP de s'organiser et de créer de véritables espaces régionaux intégrés dotés de politiques communes et en premier lieu de politiques agricoles communes favorables au développement d'agricultures paysannes et durables.

Conclusions

Ce deuxième séminaire a permis de progresser dans la connaissance des réalités de l'agriculture familiale dans le monde et de faire converger les positions. En témoigne la déclaration de Lublin qui a servi de base de discussion avec M. Ardanowski, vice-ministre de l'agriculture.

Le volet plaidoyer du troisième séminaire (octobre 2008 au Luxembourg, en Belgique et en France), sera renforcé en orientant les débats sur l'élaboration de positions qui seront ensuite présentées aux responsables des principaux partis politiques à l'occasion de la préparation des programmes pour les élections européennes de juin 2009.

Participation aux rendez-vous nationaux, européens et internationaux

En mars et avril 2007, lors de la clôture de la campagne « Lait : l'Europe est vache avec l'Afrique », le CFSI a rencontré successivement les directeurs adjoints de cabinet des ministres du commerce extérieur et de l'agriculture ainsi que des membres du cabinet du ministre de la coopération. A l'occasion de la remise des pétitions, le CFSI a engagé un dialogue afin de promouvoir les positions de la campagne **ALIMENTERRE** en faveur de l'agriculture familiale des pays du Sud et du principe de souveraineté alimentaire. Il a mis l'accent sur les négociations APE, le bilan de santé de la PAC et l'aide publique au développement dans le domaine agricole.

Dans le cadre de la Commission agriculture et alimentation de Coordination Sud, co-animée par le CFSI, nous avons participé :

- à la réunion du ministère de la coopération (DGCID) visant à préparer la réaction des acteurs français à la version provisoire du rapport 2008 de la Banque Mondiale sur le développement dans le monde, consacré à l'agriculture (avril 2007) ;
- à une rencontre avec le ministre de l'agriculture dans le cadre du lancement des assises de l'agriculture (septembre 2007) ;
- à la première réunion du comité de pilotage du colloque « agriculture et développement », organisé par le ministère de l'agriculture (novembre 2007) et prévu en juillet 2008.

Ces deux rencontres au Ministère de l'agriculture se déroulaient dans le cadre du bilan de santé de la PAC ainsi que de la définition des orientations de la PAC après 2013. Il s'agissait de premières réunions qui ont lancé un processus de consultation de la société civile auquel le CFSI participe activement (rencontre avec Hervé Gaymard, ancien Ministre de l'agriculture et président du groupe d'étude parlementaire sur la PAC ; en février 2008 ; rencontre avec Michel Barnier, Ministre de l'agriculture, en mars 2008 etc).

2.2 Concertation avec les organisations de la société civile des pays en développement et des nouveaux États membres

Afrique et Brésil

Parmi les diverses rencontres avec des OSC du Sud, nous soulignons les temps forts suivants :

- séminaire international en Pologne (cf. ci-dessous) ;
- tournée de 5 partenaires du Sud à l'occasion des événements réalisés par les pôles et relais en octobre et en novembre ;
- mission au Brésil qui a permis de nouer des contacts avec des organisations brésiliennes impliquées dans le soutien à l'agriculture familiale et dans des programmes d'éducation à la souveraineté/sécurité alimentaire.

Pologne

La campagne **ALIMENTERRE** vise à promouvoir une agriculture familiale durable et solidaire en Europe et dans le monde en exerçant une influence sur les politiques européennes dans les domaines de l'agriculture (PAC) et du commerce international des produits agricoles (négociations APE, etc.). Sur ces questions, des alliances se sont nouées entre organisations de la société civile de l'ex-Europe des 15 (Plate-forme européenne pour la souveraineté alimentaire, sur la PAC ; CFSI-SOS Faim Belgique et Luxembourg sur les APE etc.). L'élargissement de l'Europe à 25 puis 27 rend nécessaire un élargissement parallèle des alliances entre organisations de la société civile.

C'est la raison pour laquelle, un programme d'échanges entre des organisations polonaises, françaises, belges, luxembourgeoises et africaines a été mis en place dans le cadre de la campagne **ALIMENTERRE**. La Pologne a été choisie car il s'agit, de loin, du principal pays agricole au sein des nouveaux états membres. Après plusieurs missions en 2005 puis en 2006, le séminaire international au Cameroun, 2007, a marqué une montée en puissance du volet polonais du projet avec le séminaire de Lublin, en septembre 2007. Ce séminaire a été organisé en partenariat avec le Conseil national des chambres d'agriculture (KRIR). Pour le préparer, le CFSI et SOS Faim ont participé à 2 missions en février et avril 2007. Elles ont permis de consulter les partenaires polonais sur les objectifs et le contenu du séminaire. Outre KRIR, les principales organisations concernées sont le syndicat Solidarnosc des paysans, Action humanitaire polonaise (PAH, principale ONG polonaise, animatrice du groupe de travail « éducation au développement » au sein de la plateforme des ONG polonaises), le Club écologique polonais (Branche polonaise des Amis de la terre, animatrice de la coalition polonaise pour l'agriculture biologique), et l'association des consommateurs polonais (SKP). Ce réseau informel est animé par Piotr Dabrowski, ancien porte-parole de Solidarnosc des paysans et ancien vice-ministre de l'agriculture au début des années 90. Enfin, lors des missions préparatoires, nous avons rencontré M. Ardanowski, vice-ministre de l'agriculture, afin de débattre du contenu et de préciser le partenariat avec son ministère concernant l'organisation logistique du séminaire.

Réseau européen des plates-formes pour la souveraineté alimentaire

Ce réseau, présent dans une dizaine de pays européens (ex-Europe des 15) vise à promouvoir une politique agricole commune durable et solidaire vis-à-vis des pays du Sud. Il regroupe des organisations paysannes, des associations de solidarité internationale, de consommateurs et des mouvements de défense de l'environnement. En France le RAADIS (Réseau pour une agriculture et une alimentation durable, inventive et solidaire) est en sommeil depuis juin 2007. Le CFSI participe à la mise en place d'un groupe informel à l'occasion du bilan de santé de la PAC et en vue de la présidence française de l'Union européenne, au cours du 2ème semestre 2008.

2.3 Formation et mobilisation des relais d'opinion ciblés

La campagne ALIMENTERRE s'adresse à 2 types de relais : les réseaux militants et les médias.

Réseau militant

La mobilisation est assurée par l'intermédiaire de « pôles régionaux » ou de « relais locaux » ALIMENTERRE. Selon leur nature et leurs capacités, ceux-ci ont une envergure d'action à l'échelle d'une région, d'un département ou d'une ville.

Au-delà de son implication directe dans des actions de sensibilisation à destination du public, le CFSI assure un rôle d'appui et de dynamisation du réseau des organisations participant à la campagne ALIMENTERRE. Le CFSI joue un rôle pilote de coordination du réseau ALIMENTERRE. Sont ainsi mis en place :

- un comité national de pilotage réunissant les pôles et relais de la campagne ALIMENTERRE 4 fois par an ;
- un stage de formation des pôles et relais et des formations décentralisées de militants pour s'assurer de la bonne appropriation de la thématique de campagne ;
- des interventions d'experts lors de conférences ou projections-débat organisées par les pôles et relais ou par des structures extérieures ;
- un appui financier dans le cadre de l'appel à projets ALIMENTERRE. Au total, treize pôles et relais ont répondu à cet appel. 17 000 euros ont été attribués ;
- la venue de 5 partenaires Sud, tous experts dans leur domaine dont trois ont été choisis parmi les partenaires des organisations membres du CFSI : Gilles Vias du Niger (partenaire d'AVSF), Noëlison Rabéarivelo de Madagascar (partenaire de la CGT), Bocar Diaw du Sénégal (partenaire du Gret), Amadou Diallo du Mali et Korotoumou Gariko du Burkina Faso.

13 pôles et relais ALIMENTERRE en province, deux réseaux nationaux étudiants, quatre associations parisiennes et le CFSI ont coordonné des actions dans le cadre de la campagne ALIMENTERRE 2007.

L'ensemble de ces acteurs ont mobilisé eux-mêmes 194 organisations locales pour relayer la campagne. Les actions se sont déroulées dans 44 départements du territoire français.

Médias

167 parutions ont été obtenues dans la presse locale, régionale ou nationale. Le tableau ci-dessous détaille la nature des parutions. Les retombées identifiées sur Internet sont importantes puisque le seul festival de films ALIMENTERRE a été référencé plus de 7 900 fois sur internet.

Taille	nombre	%
annonce	82	49,1%
article de fond	18	10,8%
brève	67	40,1%
Total	167	100,00%

Une trentaine d'interviews ou passages sur les radios locales ou régionales ont été obtenues, dont onze émissions de plus de vingt minutes, faisant en particulier intervenir l'un des partenaires Sud invités à l'occasion de la campagne. Enfin en télévision, deux séquences ont été obtenues sur des chaînes locales ou régionales.

Des outils à disposition des pôles et relais

- des **outils spécifiques pour la campagne d'interpellation 2007** : un **dépliant pétition** pour une information générale sur la campagne et sur les cibles ; des **af-**

- fiches**, une concernant la pétition, une seconde générique avec un nouveau visuel et slogan par rapport à 2007 « Lait : ne tarissons pas la source africaine ! » ;
- des **outils en lien avec la thématique de campagne**, pour les animations à destination du grand public et des lycées : l'exposition itinérante de 150 m2 « ALIMENTERRE, des paysans contre la faim », des animations pédagogiques et des DVD sur la thématique du lait, des dossiers pédagogiques ;
 - des **outils pour la presse** : un communiqué de presse, un dossier de presse.

2.4 Mobilisation de l'opinion publique européenne

Les activités du réseau ALIMENTERRE en 2007

La campagne ALIMENTERRE 2007 était intitulée « Lait : ne tarissons pas la source africaine ! ». Elle faisait suite à la campagne de l'année précédente intitulée « Lait : L'Europe est vache avec l'Afrique ».

Les événements organisés dans le cadre de la campagne ont été très divers : organisation de 6 marchés alimentaires et solidaires, tenue de stands dans 42 manifestations (marchés, salons, foires), organisation de 55 conférences, débats et projections de films, 68 animations pédagogiques en milieu scolaire, 17 animations en restauration collective avec des repas solidaires, tournée de l'exposition de 150m² « ALIMENTERRE, des paysans contre la faim » dans 6 lieux majeurs et utilisation de l'exposition de 9m² « la Faim dans le Monde » par 14 structures, organisation de 29 formations.

247 actions ont été conduites dont plus de 60 % à destination d'un public scolaire ou étudiants. Le plus souvent assurées avec un appui important du CFSI, les formations ont touché plus de 600 militants associatifs, chargés d'expliquer, de relayer et de coordonner la campagne auprès de leur propre réseau.

La pétition lancée pour la campagne 2007 « Lait : ne tarissons pas la source africaine ! », en direction des ministres français de la coopération, de l'économie et des finances, a été relayée par l'ensemble des pôles et relais et soutenue par plus de 20 000 citoyens.

Par ailleurs, le secrétariat du CFSI s'est investi dans quatre opérations à destination du grand public :

- la collaboration à la création du livre « Les pieds dans le plat : la face cachée de notre alimentation » de Elka Editions. Elka Editions est une jeune société d'édition dont le but est de proposer aux enfants des ouvrages qui présentent les questions de solidarité internationale, de citoyenneté et de protection de l'environnement sous une forme particulièrement attractive et pédagogique ;
- la participation au Salon des Solidarités à Paris, du 22 au 24 juin. L'exposition de 150 m² a été exposée pendant trois jours dans l'espace exposition du Parc Floral de Paris. Un peu plus de 1 000 visiteurs ont été comptabilisés lors de cet événement ;
- l'organisation d'un débat public sur la hausse des prix agricoles à la Mairie du 9ème arrondissement de Paris, le 16 octobre 2007, à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Alimentation. Trois tables rondes, destinées aux professionnels des questions agricoles et du développement, aux étudiants et à un grand public averti, ont réuni des chercheurs, journalistes, représentants du Ministère des Affaires étrangères et européennes et des membres du CFSI ;
- la création du festival de films ALIMENTERRE. Tenu en novembre et décembre à Paris au cinéma l'Entrepôt, le Festival avait pour vocation initiale de tester une dynamique nouvelle de sensibilisation et d'information du grand public autour des questions cruciales liées à l'agriculture et l'alimentation. Au cours de 4 soirées thématiques, une projection de documentaires était suivie d'une mise en débat contradictoire, avec une participation active du public.

Tableau récapitulatif des activités principales des pôles et relais pour la campagne ALIMEN-TERRE 2007

Pôles et relais	Villes et régions	Temps forts des animations ALIMEN-TERRE 2007
8 pôles régionaux		
RADSI 10 structures partenaires	Aquitaine (Bordeaux)	cycle de neuf projections débats repas solidaire en restaurant universitaire
Anis Etoilé 28 structures partenaires	Auvergne (Clermont-Ferrand)	marché alimentaire et solidaire accueil partenaires du Sud projections débats
RECIDEV 12 structures partenaires	Franche-Comté (Besançon)	marché alimentaire et solidaire stands d'information animations en lycées partenariat cantines scolaires avec set de table – fiche pédagogique
LAFI BALA 6 structures partenaires	Languedoc-Roussillon (Montpellier)	animations pédagogiques en lycées agricoles stands d'information partenariats restaurants scolaires des écoles élémentaires
MDH Limoges 13 structures partenaires	Limousin (Limoges)	marché alimentaire et solidaire tenue de stands d'information accueil de l'exposition de 150 m2
Cap Solidarité 26 structures partenaires	Nord Pas-de-Calais (Lille)	Marché alimentaire et solidaire signatures de pétition
DRAF-Poitou Charentes	Poitou-Charentes (Poitiers)	interventions en lycées agricoles
AVSF Agronomes et Vétérinaires sans Frontières 6 structures partenaires	Rhône-Alpes (Lyon)	conférences-débats accueil partenaire du Sud animations scolaires
2 relais locaux		
ADM - Artisans du Monde 3 structures partenaires	Briançon	création et défilé de marionnettes géantes Accueil partenaire du Sud animation en centre aéré
CODES 8 structures partenaires	Marseille	mini-marchés tenue de stands projections-débats

Deux réseaux d'associations étudiantes relayent également la campagne ALIMENT**TERRE** et permettent de toucher un public étudiant

des réseaux étudiants nationaux		
Starting-Block plate-forme de 9 associations étudiantes de solidarité internationale	Paris	Formations stand d'information animations pédagogiques pour scolaires et étudiants
ISF Ingénieurs Sans Frontières groupes ISF en région		Formations Ateliers

2.5 Bilan général

Mobilisation des relais d'opinion

Si les pôles et relais se sont montrés actifs sur l'ensemble de la campagne 2007, on peut constater qu'en revanche le public étudiant a été mobilisé en deçà des attentes. Il est apparu difficile pour ISF national de mobiliser les groupes locaux une seconde année consécutive sur la thématique du lait, même si l'argumentaire de campagne ainsi que les revendications de la pétition visaient d'autres objectifs. Le réseau s'est par ailleurs élargi à quelques nouvelles structures mais la constitution d'un pôle parisien s'est avérée difficile. Les médias ont été bien couverts en région et il s'agit à l'avenir de permettre à travers la médiatisation du Festival de films **ALIMENTERRE** de toucher des média généralistes et grand public. Les objectifs généraux ont donc été tenus.

Mobilisation de l'opinion publique

Plus de 48 000 personnes en France ont été sensibilisées, informées et mobilisées par la campagne **ALIMENTERRE** 2007. Sur les actions de plaidoyer, plus de 20 000 personnes ont signé la pétition adressée aux ministres français de la coopération, de l'économie et des finances.

Fort d'une première édition parisienne réussie, le Festival **ALIMENTERRE** sera reconduit en 2008 de manière décentralisée. Une quinzaine d'organisations se sont en effet déclarées intéressées pour projeter tout ou partie de la programmation.

2.6 Evaluation de la campagne ALIMENTERRE

L'évaluation de la campagne ALIMENTERRE a été réalisée grâce à un cofinancement du F3E.

Parmi les points forts, on recense :

- la proposition d'actions clés en main ;
- le travail d'ensemblier du CFSI qui implique différents types d'organisations ainsi que les pôles et relais en région ;
- une campagne appréciée.

L'évaluation a noté des difficultés liées :

- à l'image et l'identité ;
- à la vision du réseau qui est perçue à la fois comme une force et une faiblesse car il est composé de petites organisations qui, par rapport à l'enjeu, n'ont pas une grande capacité de mobilisation ;
- à des alliances (Sud, Nord, Europe) confuses ;
- à des pertes dans la mise en œuvre ;
- au manque de bénéficiaires perçus par les membres du CFSI.

L'évaluation a noté des succès (mobilisation pour la campagne « Lait : l'Europe est vache avec l'Afrique ! ») et de nombreux avantages :

- la légitimité historique ;
- le public cible : laïc centriste ;
- la marque ALIMENTERRE ;
- la qualité des outils ;
- le rôle d'ensemblier du CFSI.

L'évaluation soulève des orientations stratégiques qui ont été discutées par le conseil de direction fin 2007/début 2008, notamment :

- la nécessité d'impliquer davantage les membres du CFSI : un travail collectif a été effectué pour commencer à élaborer le programme 2009-2011 impliquant plus d'une dizaine de membres du CFSI ;
- de revoir la gouvernance de la campagne : la gouvernance sera assurée par un comité d'orientation composé des membres du CFSI et ouvert à quelques partenaires externes impliqués sur l'ensemble du programme. La rencontre périodique du réseau des pôles et relais aura pour vocation l'échange de pratiques et la coordination des activités, autrement dit, le comité de pilotage actuel qui rassemblait les pôles et relais et n'avait plus de fonction de pilotage est transformé en ce sens
- de clarifier l'utilisation de la marque ALIMENTERRE et des logos des membres et partenaires : présence du logo CFSI et ALIMENTERRE dans les documents produits par le CFSI (plus citation des membres et partenaires à l'exclusion des documents, type affiche, ne permettant pas d'avoir toute la liste) et pour les documents produits par un membre ou un pôle/relais ou un partenaire, présence des trois logos (CFSI, ALIMENTERRE, logo du réalisateur).

3 COOPÉRATIONS INTERNATIONALES

Les activités de coopération internationale sont concentrées autour de deux axes thématiques et d'une approche transversale. Les deux axes thématiques ont été définis comme **agriculture et alimentation**, d'une part et **économie sociale et solidaire**, d'autre part. L'approche transversale est consacrée au renforcement des **organisations de la société civile**.

Dans ce cadre général, le CFSI développe principalement deux types d'activités :

- l'appui aux initiatives des organisations membres, sous la forme d'appels à projets qui leur sont réservés ;
- le montage d'actions mobilisatrices, sous la forme de programmes collectifs impliquant des organisations membres et des partenaires externes.

3.1 L'appui aux initiatives des membres

Thématiques agriculture/alimentation et économie sociale et solidaire

L'appel à initiatives thématiques

Le secrétariat du CFSI a lancé en juin 2007 son appel annuel à initiatives sur les thématiques A&A (Agriculture et Alimentation) et ESS (Economie sociale et solidaire). Seize propositions pour un montant total de 174 267 € ont été reçues en réponse à l'appel.

Pays	Membre	Intitulé		Montant K€
Arménie	MFR / Afdi Nord Aisne /	Appui à la création de MFR	ESS	15 000
Brésil	AVSF / Essor	Développement durable de l'Agriculture familiale	A&A	15 000
Cambodge	MFR / Afdi BN	Formation des jeunes ruraux	ESS	15 000
Congo	Tech-Dev	Dispositif Chèque Formation / Conseil	ESS	10 000
Kosovo	SPF	Des serres pour les familles du Kosovo	A&A	10 000
Madagascar	Gret	Idea / Filière artisanat et huile de ricin	ESS	10 000
Madagascar	Afdi	Agriculture familiale et développement de filière	A&A	10 000
Mali	OICD	Sécurité alimentaire et maraîchage	A&A	9 866
Mali	SPF	Réalisation de périmètres maraîchers et appui aux groupements de femmes	A&A	10 000
Maroc	AgriSud	Lutte contre la pauvreté et sécurité alimen- taire	A&A	9 401
Mauritanie	Agir abcd	Implantation et mise en exploitation d'un périmètre irrigué	A&A	10 000
Mauritanie	GRDR	Fonds d'appui aux initiatives de base (FAIB)	ESS	10 000
Mozambique	Essor	Service UPA Maputo et Beira	ESS	10 000
Niger	OICD	Sécurité alimentaire et banques de céréales	A&A	10 000
Sénégal	Gret	Appui filière lait local	A&A	10 000
Togo	Echoppe	Crédit et insertion sociale	ESS	10 000
				174 267

Compte tenu d'engagements pluriannuels pris sur certains programmes, le montant pouvant être décidé en 2007 était de 80 000 €. Portées par 12 membres, ces 16 propositions ont été présentées pour avis aux comités de pilotage thématique, puis validées par le Bureau du CFSI.

Au final, les actions financées dans le cadre de cet appel sont les suivantes :

	Porteur		Pays	Projet	Financement
Appel à initiatives 2007					
1	Gret	ESS	Madagascar	Appui au développement de filières	10 000 €
2	Essor	ESS	Mozambique	Centre d'information et d'orientation professionnelle UPA	10 000 €
3	MFR	ESS	Cambodge	Formation de jeunes ruraux (projet démarrant en 2008)	15 000 €
4	AVSF	A&A	Brésil	Développement durable de l'agriculture familiale	15 000 €
5	Agir abcd	A&A	Mauritanie	Implantation et mise en exploitation d'un périmètre maraîcher (projet démarrant en 2008)	10 000 €
6	AFDI	A&A	Madagascar	Agriculture familiale et développement de filière	10 000 €
7	SPF	A&A	Mali	Périmètres maraîchers et appui aux groupements de femmes	10 000 €
				Total	80 000 €
Projets pluriannuels déjà engagés					
8	ISF	A&A	Sud	Enjeux de la normalisation des produits issus des agricultures du Sud	7 500 €
9	Gret	A&A	Brésil	Consolidation de l'agriculture familiale du Sud Para	30 000 €
				Total	37 500 €
				Total 2007	117 500 €

Concernant les procédures pour les appels à initiative, celles-ci ont été mises en place en 1999 puis revisitées en 2001. Le conseil de direction a décidé de les réexaminer, d'une part car elles ne fonctionnaient plus de manière optimale et d'autre part car l'examen des dossiers était uniquement réalisé par des représentants d'organisations membres du CFSI (à l'exception d'une expérience avec l'intervention d'un bénévole extérieur pour l'appel à projet SCP et pour l'appel à projet ALIMENTERRE). Il a donc été décidé de revenir sur le fonctionnement des instances et de proposer pour l'exercice 2008 un nouveau mode de gouvernance des appels à initiatives.

L'appui à des projets thématiques

Programme ILFARM au Cambodge

Ce programme, mis en œuvre localement par une Ong cambodgienne, le CEDAC, a pour objectif général la promotion et le développement de l'agriculture familiale. Pour ce faire, il vise à améliorer la productivité et à augmenter la production par l'introduction de petites innovations agricoles, valorisant les ressources locales et respectant l'environnement. Enfin, il vise à permettre aux paysans de s'organiser collectivement en facilitant la constitution d'associations paysannes et en favorisant la concertation avec les autorités locales. Mené dans deux districts de la région de Prey Veng, ce programme touche directement, au 31 décembre 2007, plus de

8 600 paysans qui appliquent une ou plusieurs innovations proposées, suivent des formations techniques, sont membres d'une association villageoise, etc.

L'obtention d'une subvention de la Fondation Ensemble de 50 000 € pour l'année 2007, dernière année du cofinancement de l'UE, a permis d'intensifier certaines activités mais aussi de renforcer l'équipe du CEDAC par l'embauche de personnes spécifiquement chargées du travail d'enquête de terrain et de l'étude d'impact.

Sur ce dernier point, trois missions ont été réalisées par un représentant du Gret autour de la collecte de données et leur analyse quant à l'impact du programme sur les conditions de vie des paysans. Une évaluation du volet "association villageoise" sera réalisée dans le courant du premier trimestre 2008 par un cabinet cambodgien, DataCam. Ce programme a donné lieu à la réalisation d'une mission de suivi de deux salariés de l'équipe CFSI conjointement à une mission des Maisons familiales rurales.

Programme FormaVak à Madagascar

Ce programme, mis en œuvre dans la ville d'Antsirabé, a pour objectif général de contribuer à développer durablement les savoir-faire et les revenus des petits artisans en facilitant le rapprochement entre offre et demande de formation professionnelle et l'accès des petits artisans à des formations adaptées à leurs besoins. Au 31 décembre 2007, près de 600 sessions de formation, réparties sur 8 filières, ont été ainsi organisées pour un peu plus de 6 000 inscrits.

FORMAVAK bénéficie d'un appui technique du Gret mais aussi d'une implication d'autres membres, dont Essor, qui a réalisé en janvier 2007 une mission d'appui à l'équipe locale sur la thématique de l'apprentissage. Le CFSI a consolidé financièrement ce programme (MAE/CFSI) par l'obtention fin 2006 d'une subvention de 10 000 € du CRIF et courant 2007 d'une subvention de 22 475 € de la part de l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie).

Malgré les bons résultats obtenus et la dynamique engendrée localement autour du marché de la formation professionnelle, l'élément marquant de l'année 2007 tient à la rupture de la convention de partenariat entre le CFSI et l'Ong locale, l'IREDEC, en avril 2007 suite à des difficultés de gestion de la convention. La convention a été cassée et la gestion locale dévolue à l'antenne du Gret à Madagascar.

Ce programme a donné lieu à la réalisation de deux missions de suivi de l'équipe CFSI au cours de l'année 2007.

Thématique société civile et participation

L'appel à initiatives 2007

Les 3 organisations membres du CFSI ayant répondu sur le volet 1 - accompagnement de l'évolution stratégique d'une organisation membre du CFSI dans sa (ses) relation(s) de partenariat Nord/Sud en 2006 poursuivent leur travail en répondant sur le volet 2 afin d'approfondir un aspect spécifique.

Les 6 organisations membres du CFSI ayant répondu au volet 2 pour 8 projets - contribution au renforcement des capacités politiques, institutionnelles et/ou opérationnelles d'une organisation partenaire, ont mené à bien leur programme d'activités. L'animation et le suivi du CFSI ont permis de :

- mobiliser la CGT et leur partenaire malgache ainsi que AVSF et leur partenaire du Niger pour ALIMENT**TERRE** 2007 ;
- dialoguer et construire avec une participation forte de ESSOR le séminaire 2008 ;
- dialoguer avec AVSF, le GERES, le GRDR et le GRET pour mobiliser leurs partenaires pour le séminaire 2008.

Fin 2006, la mise en œuvre du FRIO (Fonds de renforcement Institutionnel et Organisationnel) à Coordination Sud nous a permis de réorienter les moyens de notre fonds d'appui sur l'appui des partenaires. Le CFSI participe, dans un souci de cohérence des dispositifs d'appui, au comité d'examen des demandes soumises au FRIO (3-4 sessions par an).

Dans ce même souci de cohérence et complémentarité, le CFSI a siégé au comité de pilotage de l'évaluation du PSD de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie qui s'est déroulée en 2007. Le rapport définitif remis en avril 2008 permet de partager les éléments de réussite et de difficultés de tels dispositifs.

Actions soutenues dans l'appel 2007

Organisation responsable	Pays	Partenariat local	Résultats	Montants
AFDI	Colombie	Le Fondo Paez	Le Fondo Paez fera la promotion d'une agriculture professionnelle en mettant en avant des réalisations pertinentes et répondant réellement aux besoins des familles indiennes.	9 000 €
AVSF	Niger	APAD - Appui aux projets et actions de développement	L'APD a renforcé ses compétences opérationnelles en obtenant de nouveaux soutiens financiers, ainsi que ses compétences de gestion.	10 844 €
CGT	Madagascar	CTM - Conférence des travailleurs malgaches	Les organisations syndicales membres de la CTM prennent des positions communes sur les accords UE-ACP et le contenu des processus d'intégration régionale.	10 770 €
CGT	Rwanda	CESTRAR - Centrale des syndicats des travailleurs du Rwanda	Les formateurs nationaux formés en 2006 conduisent 7 stages provinciaux de formation syndicale (140 pers).	11 978 €
Echoppe	Togo	Association Echoppe Togo	Une stratégie d'action sur les trois prochaines années pour Echoppe Togo est définie, avec l'implication des équipes opérationnelles et un plan de formation est défini pour les équipes et pour la mutuelle de femmes	11 517 €
ESSOR	Brésil	Associations de développement social	5 ONG brésiliennes ont renforcé leur stratégie de mobilisation auprès du secteur privé au Brésil	12 000 €
GERES	Bénin	organisations travaillant dans les secteurs de l'énergie et de la transformation agricole	Un cadre dynamique de concertation est mis en place et les lignes directrices d'un protocole engageant les acteurs par rapport au développement des services énergétiques à usage productif sont rédigés.	11 960 €
GRDR	Mali	RHK - Réseau des horticulteurs de Kayes	Le réseau est renforcé dans ses capacités de gestion et il fonctionne de manière autonome	6 450 €
GRDR	Sénégal	Groupement d'intérêt communautaire du départ-	Les membres des conseils ruraux maîtrisent leur mandat et fonctionnent en confiance et transparence, en rendant compte à la population de leurs activi-	12 000 €

Organisation responsable	Pays	Partenariat local	Résultats	Montants
		tement de Bakel	tés.	
GRET	Brésil	FETRAF - Fédération des travailleurs de l'agriculture familiale	la FETRAF est capable d'élaborer des propositions alternatives pertinentes à négocier avec l'Etat autour de l'appui à l'agriculture familiale	12 000 €
UNMFREO	Mali / Burkina Faso	Union des maisons familiales	Les réseaux des MFR consolidés dans leur fonctionnement interne et leurs partenariats internationaux sont des acteurs du développement des formations rurales reconnus par leurs pairs, les organisations professionnelles, l'état et les collectivités décentralisées.	12 000 €
Misola	Mali	Association Misola Mali	Une fédération nationale des unités Misola est créée.	6 780 €
CFSI	Algérie	Associations locales agissant dans les secteurs de l'enfance et de la jeunesse	4 associations ont démarré un projet de service à l'enfance et la jeunesse (ligne 'allo je t'écoute' / NADA ; jeunes et Sida à Oran / APCS ; lutte contre l'exclusion scolaire / ARPEIJ ; prise en charge d'enfants handicapés moteurs / APIMC). 5 associations de jeunes ont réalisés une action à Constantine, 40 associations ont développé un dialogue de qualité.	
CFSI	Congo	Associations locales agissant dans les secteurs de l'eau, l'éducation, la santé, la justice et l'environnement	120 associations ont développé leurs compétences professionnelles et leur capacité de dialogue ; l'accès à la justice, la santé scolaire et l'entretien des quartiers ont donné lieu à des dialogues citoyens avec les pouvoirs publics. Un programme d'ampleur plus conséquente est construit Environ 80 OSC congolaises et 10 organisations françaises (syndicats, collectivités, associations et ONG) ont décidé de participer à ce programme.	

3.2 Montage d'actions mobilisatrices

Thématiques agriculture/alimentation et économie sociale et solidaire

Appel à propositions Europe Aid

Dans le cadre de cet appel au titre de l'année 2007, le CFSI a déposé quatre notes d'intention sur la ligne PVD (Cambodge, Congo, Madagascar, Togo). Il s'agissait dans le cas des trois premières notes de prolonger des actions déjà engagées (voir ci-dessus) et d'un nouveau programme dans le cadre du Togo intitulé "Promotion d'une dynamique d'économie solidaire ville-campagne" devant faciliter le rapprochement entre les restauratrices de rue de Lomé et les petits producteurs de maïs.

Deux notes d'intention ont été acceptées (Congo et Togo) et ont donné lieu à la rédaction et dépôt d'un dossier complet auprès de la commission européenne en mai 2007.

Le projet au Togo mis en œuvre en partenariat avec Echoppe et AVE a été retenu pour une durée de quatre ans et les premières activités lancées en janvier 2008.

Appel à propositions FISONG/AFD

Dans le courant de l'année 2007, le CFSI, en lien avec trois de ses membres (Essor, Gret et Mfr) et dans le cadre de Coordination Sud, s'est inscrit dans la perspective du fonds d'innovations sectorielles (Fisong) de l'Agence française de développement (AFD) sur la thématique de la formation professionnelle et de l'insertion des jeunes.

Après plusieurs réunions préparatoires, d'informations et de précisions quant aux futurs attendus d'un tel outil, l'AFD a validé plusieurs pistes de travail pour l'année 2008 dont la thématique formation professionnelle. L'AFD a lancé son appel début janvier 2008.

Thématique société civile et participation

Programme concerté pluri acteurs en Algérie

Dans la suite de la dynamique initiée lors de l'étude préalable en 2006, l'année pilote du PCPA Algérie a vu son lancement effectif le 19 avril 2007 à Alger. Cette première année a rassemblé une vingtaine d'organisations de chaque pays, et a permis, grâce à la forte implication de CUF, la mobilisation des collectivités territoriales de Grenoble et Constantine.

Les résultats de cette année pilote sont :

- une coordinatrice a été recrutée pour animer le programme en Algérie ;
- Un comité de pilotage a travaillé sur tous les éléments du programme pendant et entre ses 7 sessions ;
- un appel à projets dont le cahier des charges, les règles et les critères d'attribution ont été mis en transparence a permis de soutenir 4 projets de service auprès des jeunes et de l'enfance en Algérie (ligne d'écoute pour enfance en difficulté, lutte contre l'exclusion scolaire, prévention sida chez les jeunes et accueil d'enfants handicapés moteurs) ;
- basée sur le partenariat Grenoble Constantine, un dispositif d'appui aux associations œuvrant pour la jeunesse à Constantine a vu le jour et financé 5 projets de jeunes ;
- un recueil des pratiques associatives est en cours de réalisation ;
- un site Internet de diffusion des pratiques du programme est en cours de réalisation.

Programme Dialogue citoyen au Congo

Suite à la mission conduite avec le CFSI et la MAAIONG en décembre 2006, Dialogue Citoyen a été le creuset de la construction d'un PCPA, grâce à la mobilisation d'un binôme d'experts du GRET (Daniel Neu et Reiyé Gandzounou). Dialogue Citoyen a par ailleurs centré ses efforts

sur l'accompagnement des dynamiques ayant émergées entre 2004 et 2006, et a développé un ensemble d'activités de formations et partages d'expériences entre les acteurs.

Les principales dynamiques ayant atteint des résultats tangibles sont :

- mise en place d'un comité paritaire sur la santé à l'école dans les départements de Pointe-Noire et du Kouilou (composé de la direction départementale de la santé, du centre d'hygiène scolaire, des écoles privées, des parents d'élèves, de la mairie de Pointe Noire, etc.) ;
- mise en place d'un comité de promotion de l'assainissement à Brazzaville (comprenant la Mairie centrale, les mairies d'arrondissement, le secteur privé lucratif, les comités de marché, les chefs de quartier, etc.) ;
- mise en place d'un comité de suivi sur les questions d'accès des personnes démunies à la justice regroupant le parquet, les chefs de quartier, la police, la gendarmerie et les OSC ;
- production par les organisations de la société civile d'un recueil de vingt trois projets communautaires sur l'eau en vue de contribuer au plan national sur l'eau et l'assainissement.

Les activités de formations et de partage d'expériences ont été :

- les ateliers de partage d'expériences (30-40 participants)
- les bonnes pratiques de fonctionnement démocratique des organes d'une association ;
- le rôle et la place des femmes dans une association ;
- l'animation de l'assemblée générale dans une association ;
- la pratique électorale au sein d'une association ;
- la bonne gestion de la trésorerie d'une association ;
- animer un réseau.

Les formations « cycle projet » (15-20 participants) :

- comprendre les bases d'un appel à proposition ;
- répondre aux appels à proposition pour renforcer sa crédibilité opérationnelle.

Les matinées institutionnelles (50 participants) pour mieux connaître les bailleurs et les acteurs publics :

- service de coopération et d'action culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France au Congo et modalités d'appui du Fonds social de développement (FSD) ;
- Banque mondiale (BM) sur l'appui aux OSC et le fonctionnement du Small Grant program (programme de petites subventions) ;
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour améliorer les projets qui lui sont soumis pour financement ;
- Fonds des Nations Unies pour l'alimentation (FAO) sur le fonctionnement du programme Téléfood ;
- Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP/UNFPA) sur ses modalités d'appui ;
- Ministère du plan – Secrétariat technique Permanent du comité national de lutte contre la pauvreté (STP-CNLP) sur les avancées du DSRP – final, les étapes futures et le partenariat avec la société civile ;
- Ministère de la Coopération de l'Action Humanitaire et de la Solidarité sur ses principes de fonctionnement et modalités d'appui aux organisations de la société civile dans le cadre de la coopération décentralisée.

Parallèlement, la construction du PCPA a permis la mobilisation d'acteurs de la société civile congolaise hors de Dialogue citoyen ainsi que d'acteurs français tels que la CGT, Juristes Solidarités et Solidarité Laïque. Les pouvoirs publics français ainsi que l'Union européenne, qui a suivi les travaux avec intérêt, et les pouvoirs publics congolais (affaires sociales, plan, et coopération) ont contribué à cette construction de programme lors des 2 ateliers conduits au Congo en juin et octobre 2007.

Enfin, Syfia International a maintenu son appui à la rédaction du bulletin du programme tout au long de l'année.

3.3 Autres activités

L'animation « Société civile et participation » et le séminaire annuel

Le volume d'activités générées par la mise en œuvre des deux PCPA n'a pas permis de tenir un séminaire en 2007. Initialement programmé en janvier 2008, il a été décalé au 12-13 juin 2008.

Par ailleurs, le travail de capitalisation transversale des PCPA a consommé beaucoup de temps et d'énergie pour permettre aux partenaires congolais de participer à l'exercice dont les ateliers se sont tenus en mars 2007. La journée de communication des résultats est prévue le 10 juin 2008.

4 SERVICES COMMUNS

4.1 Vie associative

En 2007, le CFSI a commencé à mettre en œuvre la décision visant à élargir le tour de table du CFSI pour qu'il corresponde davantage à la réalité de ses trois axes de travail (agriculture et alimentation, économie sociale et solidaire, société civile et participation) et de ses modalités d'action (coopération, mobilisation de l'opinion publique et éducation au développement, plaidoyer et campagne). Fin 2007, deux nouvelles organisations ont été agréées comme organisations membres par le Conseil de direction : Batik International et Syfia International. D'autres organisations verront leur adhésion ratifier courant 2008.

Les quatre réunions du conseil de direction ont été pour la plupart préparées par le bureau. Les thèmes privilégiés de débat ont été les suivants :

Conseil de direction	Thèmes majeurs
Mars 2007	Définition des critères pour élargir le tour de table du CFSI Validation des orientations budgétaires 2007
Mai 2007	Arrêté des comptes et préparation de l'assemblée générale Point d'étape sur le programme société civile et participation
Septembre 07	Présentation des organisations candidates au CFSI Situation financière et suivi des programmes
Décembre 07	Evaluation ALIMENTERRE Présentation du budget 2008

Par ailleurs, en tant qu'adhérent direct de Coordination Sud, le CFSI a maintenu un niveau important de relations avec cette fédération nationale des ONG françaises. Cette implication se manifeste par la participation de son délégué général au Conseil d'administration de Coordination Sud. A ce titre, il représente Coordination Sud auprès de la Confédération européenne Concord.

4.2 Administration et finances

Ce service commun fonctionne sous la responsabilité de Anne-Françoise Taisne. Elle a été assistée par Elisabeth Santos (comptable à temps partiel) et Magali Bru (assistante administrative à temps plein) (toutes deux en contrat à durée déterminée en remplacement d'une salariée en congé parental). Outre la tenue comptable et le suivi budgétaire, il est chargé de la validation de l'ensemble des conventions passées par le CFSI, de la justification des cofinancements auprès des bailleurs de fonds, ainsi que de l'établissement des budgets et bilans.

4.3 Marketing direct

Une année 2007 encourageante...

Les résultats de la collecte sont en progression de 21 % en montant (495 K€ à 598 K€) et de 24 % en nombre de dons. Cette progression s'explique par l'arrivée de nouveaux donateurs, le passage au prélèvement de certains d'entre eux.

Les activités de marketing direct se déclinent en trois sous activités :

1. la fidélisation ;
2. la réactivation d'anciens donateurs ;
3. la prospection de nouveaux donateurs.

Les actions de fidélisation

Les actions de fidélisation concernent la relance de donateurs actifs qui reçoivent 4 mailings durant l'année. La maquette et le contenu du « Courrier du CFSI » (4 pages d'information) ont été refondus de manière à inclure davantage de témoignages courts sur les actions menées et à mieux présenter les trois programmes du CFSI.

Les opérations de fidélisation représentent 78 % des montants collectés. Parmi les principaux résultats de l'année, on notera :

- une augmentation des recettes issues de la fidélisation (20 % de dons en plus et 14 % en montant), résultat lié à la fidélisation des donateurs recrutés en 2006 et 2007 ;
- une augmentation du nombre de personnes prélevées (+ 38 % soit 1 300 prélevés contre 900 en 2006) et une augmentation des montants prélevés (+ 23 %) : les prélèvements représentent 25 % des montants collectés ;
- par voie de conséquence des deux points précédents, une baisse du don moyen (les dons des nouveaux donateurs étant plus faibles que ceux effectués par des donateurs anciens et le don moyen par prélèvement étant plus faible qu'un don issu d'un mailing mais bien sûr plus régulier).

La réactivation de donateurs

La « réactivation » de donateurs vise à solliciter d'anciens donateurs par des actions de télé-marketing réalisées avec l'aide d'un prestataire extérieur. Ce type d'activités n'a pas été réalisé en 2007, la priorité ayant été donnée à la prospection et à la fidélisation de nouveaux donateurs.

La prospection

Les opérations de prospection en 2007 se sont concrétisées par la fin de l'opération de prospection démarrée en 2006. Durant l'année 2007, le CFSI a recruté près de 3 600 nouveaux donateurs. Ceux-ci restent difficiles à fidéliser. En 2007, 33 % des donateurs recrutés en 2006 ont effectué au moins un deuxième don.

... dont les résultats doivent être poursuivis en 2008

En dépit d'un contexte difficile tant au plan interne (difficulté à fidéliser des nouveaux donateurs) qu'externe (crise économique), le CFSI dispose de certains atouts (ex outils de communication avec les donateurs rénovés) sur lesquels il va pouvoir s'appuyer pour développer sa stratégie 2008 basée sur la poursuite des opérations de fidélisation et de passage au prélèvement, une opération de réactivation d'anciens donateurs et le démarrage d'une nouvelle opération de prospection.

4.4 AGREMENT DU COMITE DE LA CHARTE

Le CFSI est adhérent au Comité de la Charte. L'agrément triennal a été renouvelé à l'unanimité par la Commission d'agrément et de surveillance le 15 juin 2007.

4.5 Actions et outils de communication

Information vers les organisations membres

Lettre électronique

« La lettre aux membres » : l'actualité du CFSI à destination de ses membres. Quatre envois dans l'année.

Information vers les donateurs et sympathisants

Lettres électroniques

« Regardons vers le Sud » : toute l'actualité des projets de terrain, avec appel au don. Quatre envois par an à une base de 500 adresses mail.

« Contre la faim, changeons les règles » : toute l'actualité des actions de plaidoyer. Quatre envois par an à une base de 2 000 adresses mail.

Courrier aux donateurs

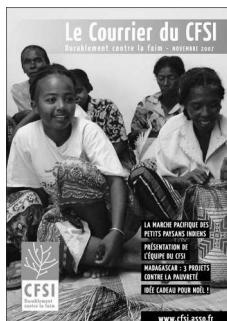
Bulletin d'information sur les projets en cours, accompagné d'un courrier d'appel au don. 4 envois par an.

A partir de juin 2007, le Courrier du CFSI a été reformaté dans l'objectif de modernisation de ce bulletin et d'harmonisation avec la charte graphique du CFSI : format plus petit, cohérence avec les couleurs employées sur le site, nouveau rubriquage pour valoriser davantage les projets.

Dans un souci de réduction des coûts et d'une planification plus flexible, la mise en page de ce bulletin a été internalisée et est désormais réalisée par la chargée de communication.

Courrier du CFSI
ancienne version

Courrier du CFSI
nouvelle version



Insertion dans le guide des legs et donations

Insertion de la présentation du CFSI dans ce guide destiné aux notaires.



Communication vers les médias

Communiqués de presse

Cinq communiqués ont été envoyés au fichier presse en 2007 sur des sujets tels que : la campagne « Lait : ne tarissons pas la source africaine », l'affaire de l'Arche de Zoé (en lien avec Coordination Sud), le don en confiance (en lien avec le Comité de la Charte), le partenariat avec le semencier Radis & Capucines.



Autres actions de communication

E-card « Bonne année 2008 » (en rappel de la campagne « lait, ne tarissons pas la source africaine »)



Dépliant en accompagnement du DVD We feed the world



Campagne « lait : ne tarissons pas la source africaine »

Dossier de presse campagne « Lait : ne tarissons pas la source africaine ! »



Dépliant campagne lait



Réalisation Atelier des Grands Pêcheurs.
Document de campagne avec pétition.

Affiche générique campagne lait



Réalisation Atelier des Grands Pêcheurs.
Affiche avec visuel de la campagne.
Format : 40 x 60 cm

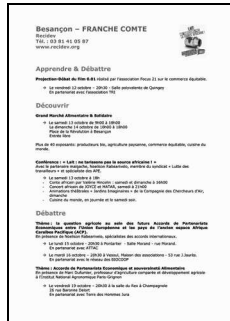
Affiche pétition



Réalisation Atelier des Grands Pêcheurs.
Affiche pétition avec visuel de la campagne.
Format : 40 x 60 cm
Déclinaison en format A4

Campagne ALIMENTERRE

Programmes d'activités des pôles ALIMENTERRE en région. Douze déclinaisons

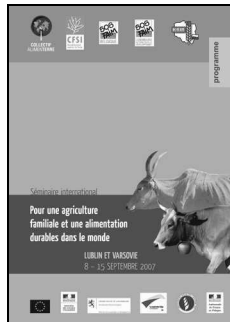


Exposition « des paysans contre la faim » Déclinaisons des documents de communication (affiches et cartes postales) pour les villes de Clermont-Ferrand, St Brieuc, Limoges, Lyon et Montpellier.



Rencontres et séminaires

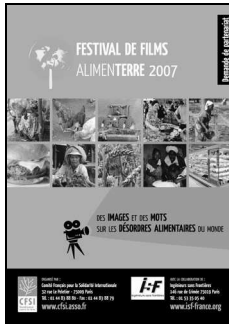
Dossier préparatoire et programme séminaire Pologne. Six déclinaisons (français, anglais et polonais)



débat du 16 octobre 2007 sur la hausse des prix agricoles



Festival de films ALIMENTERRE



Dossier de partenariat



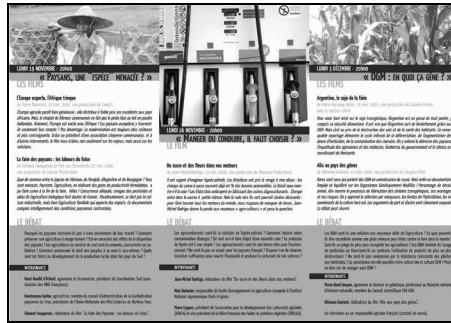
Compte-rendu des débats



Affiches 5 déclinaisons



Prospectus



Programme Dépliant A4, 3 volets

Le site Internet

Le module d'accès aux statistiques du site du CFSI n'a été mis en place qu'en décembre 2006. Il est donc difficile de mesurer quantitativement et qualitativement les évolutions du site par rapport à l'année 2006.

Cependant, on peut s'arrêter sur 2 chiffres-clés : 36 068 visites sur le site en 2007 pour 157 852 pages visitées. Le pic de visites étant atteint en novembre 2007 (4 743 visites) lors du Festival de films **ALIMENTERRE**. Une visite dure en moyenne 4 minutes.

Les mots-clés les plus utilisés sont : cfsi – **ALIMENTERRE** – solidarité – internationale – Afrique – lait – Jardiland - vache... sur 7 124 mots clé différents.

Les connexions au site sont faites :

- à 54,3 % par adresse directe (la personne tape www.cfsi.asso.fr)
- à 32,3 % par un lien depuis un moteur de recherche (Google et Yahoo en tête)
- à 13,3 % par un lien depuis une page externe (**ALIMENTERRE**, AVSF, Artisans du monde, aidez.org, comité de la charte, Greenpeace, HCCI, coordination sud...).

Les pages les plus visitées sont :

- la page d'accueil ;
- la page de présentation du CFSI ;
- la page recrutement ;
- l'espace presse ;
- la pétition ;
- le film festival ;
- l'engagement du CFSI ;
- la page présentation campagne lait ;
- la page rapports et documents ;
- l'e-card ;

L'actualisation du site s'est faite plus régulièrement. Du temps de travail a été dégagé à cet effet. Ces efforts se poursuivront en 2008 pour travailler davantage sur les questions de partenariat internet, référencement, veille et toujours actualisation des informations.

5 PERSPECTIVES

L'ensemble de l'activité du CFSI est assurée pour 2008 et des marges de manoeuvre ont même pu être assurées en réponse à la situation de crise alimentaire qui secoue actuellement le monde. Et pour une majeure partie de son activité à venir, le CFSI est en mesure de dresser des perspectives claires et favorables sur trois ou quatre ans sur une grande part de ses missions.

5.1 Perspectives pour l'année 2008

Education au développement et campagne ALIMENTERRE

- participation à la campagne collective du CRID sur la réforme de la Politique agricole commune ;
- lancement d'une nouvelle campagne sur le thème « produire, transformer et consommer autrement » ;
- animation du réseau des pôles et relais ALIMENTERRE ;
- développement en régions du festival de films ALIMENTERRE créé en 2007 ;
- préparation d'une nouvelle phase triennale 2009/11 pour ALIMENTERRE ;
- démarrage du programme de production/diffusion de documentaires « médiatiser la face invisible du développement », cofinancée par l'Union européenne.

Les programmes thématiques

- lancement d'un appel à initiatives « renforcé » sur la thématique agriculture et alimentation et recherche de financements additionnels en réponse à la crise alimentaire ;
- suivi du programme ville/campagne financé par UE avec Echoppe ;
- lancement de l'appel à initiative sur économie sociale et solidaire ;
- animation et capitalisation du programme « formation professionnelle et insertion des jeunes » avec Essor et Gret (Facilité d'innovation sectorielle des ONG – AFD).

L'axe transversal « société civile et participation » (SCP)

- lancement de l'appel à initiatives de la convention programme SCP ;
- organisation du séminaire annuel et animation d'échanges entre membres ;
- mise en place de la phase en vraie grandeur 2008/09 du programme concerté pluri acteurs en Algérie ;
- mise en place de la première phase 2008/09 du programme concerté pluri acteurs au Congo.

Les autres activités

- renouvellement de la communication du CFSI sur les questions agricoles et alimentaires

5.2 Les années ultérieures

Education au développement et campagne ALIMENTERRE

- poursuite du programme 2008/10 « médiatiser la face invisible du développement » ;
- définition et mise en place d'une nouvelle phase 2009/11 de la campagne ALIMENTERRE.

Les programmes thématiques

- gestion d'un fonds pour appel à initiatives sur agriculture et alimentation ;
- poursuite de l'appel à initiatives sur économie solidaire ;
- poursuite animation et capitalisation du programme 2008/10 Fisong/AFD sur formation professionnelle et insertion des jeunes
- suivi du programme UE/Echoppe 2008/10 au Togo.

L'axe transversal « société civile et participation » SCP

- mise en œuvre de la dernière année et suivi de l'évaluation de la convention programme SCP ;
- préparation et négociation d'un nouveau cadre de programme SCP (membres, bailleurs de fonds) ;
- gestion du programme concerté pluri acteurs en Algérie (2008/11) ;
- gestion du programme concerté pluri acteurs au Congo (2008/11).